


DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'HERLIER

Séance du lundi 4 juillet 2022 - Convocation du 28

Salle Georges Denis – 20h00

Envoyé en préfecture le 07/07/2022
Reçu en préfecture le 07/07/2022
Affiché le 
ID : 059-215903030-20220704-2022033-DE

20 22 - 033

Etaient présents : Monsieur le Maire, Bernard DEBEER, Audrey BERNARD, Eric LALOY, Christophe BAILLIE, Freddy BERNARD, Adjoint, Marie-Camille RUOCCO, Frédéric CHRETIEN, Natacha COUCHY, Thierry HOCMAN, Conseillers Délégués, Bruno BOUCQ, , Sylvie FASQUEL, Clotilde LOBRY, Marie-Françoise AUGER, Emilie LOBODA, Catherine CATTEAU

Excusés : Valérie CHARLET a donné procuration à Clotilde LOBRY
Guillaume PUIG a donné procuration à Marie-Camille RUOCCO
Christian DUQUESNE a donné procuration à Marie-Françoise AUGER
Isabelle MOULIN

IV - Protection fonctionnelle des Elus

La protection fonctionnelle des élus est régie par 2 articles du CGCT :

- L'article L 2123-34 « *la commune est tenue d'accorder sa protection au Maire, à l' élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions* »
- L'article L 2123-35 « *la commune est tenue de protéger le Maire ou els élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté* »

Ces dispositions sont applicables au Conseil Municipal et il lui appartient par délibération d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle aux Elus.

Monsieur le Maire souhaite porter à la connaissance des Elus du Conseil Municipal cette mesure.

Il s'agit ici d'acter le principe de la protection fonctionnelle des Elus.

Celle-ci ne sera enclenchée qu'à la demande des Elus concernés et une délibération sera présentée en Conseil Municipal pour chaque demande.

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983,

Vu l'article L.2123-34 du CGCT,

Vu l'article L 2123-35 du CGCT,

Vu l'article L 2511-33 du CGCT,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Administration Générale et Ressources Humaines du 21 juin 2022,

Après discussion, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, décide d'accorder la protection fonctionnelle aux Elus, actant qu'une délibération spécifique devra être votée pour toute action en justice engagée

20 22 - 033

Ampliation de la présente délibération sera adressée à Monsieur
enregistrement en ses services.

Envoyé en préfecture le 07/07/2022
Reçu en préfecture le 07/07/2022
Affiché le
ID : 059-215903030-20220704-2022033-DE

En séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Monsieur le Maire,

Bernard DEBEER



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe qu'en application des dispositions du décret n°1025 du 28 Novembre 1983, modifié, les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif et ce dans un délai de 2 mois à compter de leur notification

TRANSMIS EN PREFECTURE EN DATE DU 07/07/2022